**RÈGLEMENT DU
SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
COMMUNE DE LOURMARIN**

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT ET DÉFINITION

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumises les installations d'assainissement non collectif et de fixer les droits et obligations de chacun.

Il s'applique sur l'ensemble du territoire de la commune de LOURMARIN.

Par assainissement non collectif on désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement, l'évacuation des eaux usées domestiques des immeubles ou assimilés non raccordés à un réseau public d'assainissement.

ARTICLE 2 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES DE BIENS SITUÉS EN ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

OBLIGATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES

Le traitement des eaux usées des habitations non raccordées à un réseau d'assainissement collectif est obligatoire (article L 1331.1.1 du code de la santé publique).

Le propriétaire a la charge et la responsabilité de la **conception** et de **l'implantation** de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la **bonne exécution des travaux** correspondants. Tout propriétaire d'habitation existante ou en projet est tenu de s'informer auprès du SPANC.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DES USAGERS DE BIENS ÉQUIPÉS D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'utilisateur d'un bien équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages.

Il est interdit de déverser, dans les systèmes d'assainissement non collectif : les eaux pluviales, les eaux de vidange de piscine, les déchets ménagers (même après broyage), les huiles usagées, les liquides corrosifs, les acides, les médicaments, les hydrocarbures,...

Le bon fonctionnement de l'installation impose également à l'utilisateur de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation, de stationnement de véhicules, des zones de cultures et de stockage de charges lourdes, d'éloigner toute plantation des dispositifs d'assainissement, de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs, de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards.

L'utilisateur est également responsable de l'entretien régulier des ouvrages de prétraitement et de traitement.

L'utilisateur est responsable de l'élimination des matières de vidange jusqu'à leur acceptation par un site de traitement. Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES DISPOSITIFS

CONCEPTION : A sa mise en oeuvre, un système d'assainissement non collectif comporte en général : les canalisations de collecte des eaux ménagères et des eaux vannes, un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux, ...), un préfiltre (intégré ou non à la fosse toutes eaux) et un dispositif de traitement adapté au terrain pouvant être constitué par : des tranchées filtrantes, un filtre à sable ou un terre d'infiltration , avec des regards de répartition et de bouclage visibles et accessibles.

IMPLANTATION : L'implantation du dispositif de traitement doit respecter des distances minimales réglementaires, à savoir : 35 mètres des captages d'eau pour la consommation, 3 mètres entre le dispositif de traitement et les limites de propriétés, 3 mètres de tout arbre ou végétaux développant un système racinaire important.

VENTILATION : Tout procédé nécessitant une aération devra comporter une ventilation. La ventilation de la fosse toutes eaux est indispensable pour éviter les nuisances olfactives et une détérioration rapide des ouvrages (corrosion due aux gaz). Cette ventilation est constituée d'une entrée (en amont de la fosse) et d'une sortie d'air (en aval de la fosse) situées au-dessus des locaux habités, d'un diamètre d'au moins 100mm.

ARTICLE 5 : ENTRETIEN ET MODALITES DE VIDANGE

FOSSÉ : La vidange de la fosse toutes eaux doit être réalisée régulièrement. Les personnes réalisant les vidanges sont soumises à agrément préfectoral. L'entrepreneur qui réalise une vidange doit remettre à l'occupant ou au propriétaire un bordereau de suivi des matières de vidange comportant des indications obligatoires dont : le numéro départemental d'agrément ainsi que la date de fin de validité de l'agrément, la date de réalisation de la vidange, les coordonnées de l'installation vidangée, la quantité de matières vidangées, le lieu d'élimination des matières de vidange.

BAC À GRAISSE : Il permet d'éviter le colmatage par dépôt des graisses refroidies dans les canalisations. Il est conseillé si la fosse se situe à plus de 10m de la sortie des eaux de cuisine. L'entretien se fait très régulièrement pour éviter tout départ de graisse dans les ouvrages. Une vidange complète est nécessaire lors des vidanges de la fosse.

PRÉFILTRE : Il prévient le colmatage des orifices du réseau d'épandage en interceptant les solides en suspension suite à des « à-coups » hydrauliques. Il offre une protection contre le colmatage ; En contrepartie il crée une obligation d'entretien régulier. Il peut être soit à cassette, soit composé de pouzzolane, billes plastiques. Il peut être intégré à la fosse (situé à sa sortie) ou séparé dans un compartiment étanche. Dans tous les cas, son emplacement doit permettre d'en effectuer l'inspection et l'entretien régulier.

ARTICLE 6 : LES MISSIONS DU SPANC

Le SPANC prend en charge le contrôle obligatoire des installations d'assainissement non collectif sur l'ensemble du territoire de la commune de LOURMARIN.

DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS EXISTANTES ET CONTRÔLE DE BON FONCTIONNEMENT

Le diagnostic a pour objet de réaliser un état des lieux du système d'assainissement non collectif existant. Il établit une description du système d'assainissement non collectif et son implantation. Il permet de repérer l'accessibilité, les défauts d'entretien et d'usures éventuels et d'évaluer si le système doit faire l'objet de travaux de réhabilitation au regard des risques sanitaire et environnementaux et de la réglementation en vigueur. A la suite de ce diagnostic, le SPANC émet un avis sur l'installation.

Le contrôle périodique du fonctionnement des installations d'assainissement non collectif concerne toute les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Ce contrôle est réalisé par un agent du SPANC et est effectué tous les **8 ans**.

Il a pour objet de vérifier que la vidange périodique des ouvrages de prétraitement qui le nécessitent a bien été faite, que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution. Le **certificat délivré par l'organisme qui a réalisé la vidange** devra être fourni.

CONTRÔLE DE CONCEPTION ET D'IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le contrôle de réalisation ne se substitue pas à une mission de maîtrise d'oeuvre ou d'ouvrage. Le propriétaire reste responsable des travaux et de leur bonne exécution.

Lorsqu'un propriétaire souhaite entreprendre des travaux de création ou de réhabilitation d'un assainissement non collectif, il doit recueillir préalablement l'avis du SPANC concernant le choix et les caractéristiques l'installation (filière, dimensionnement) ainsi que son implantation en fonction de la configuration de la parcelle, du terrain et du type de l'immeuble. Il ne peut entreprendre des travaux qu'après avoir reçu un avis favorable de la mairie.

Le propriétaire choisit librement l'entreprise qu'il charge d'exécuter les travaux qui seront ensuite soumis au contrôle de conception.

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC.

Avant de débiter les travaux le SPANC doit être prévenu pour programmer la visite de contrôle des travaux.

Le propriétaire peut remblayer son système d'assainissement individuel seulement après la visite de fin de chantier. A l'issue de ce contrôle, le SPANC classera l'installation conforme ou non-conforme. Si le SPANC n'est pas prévenu des travaux, ceux-ci seront déclarés non-conformes.

Si l'installation est non-conforme, le SPANC invitera le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : REDEVANCE

Le SPANC est un service dont le financement donne lieu à redevance. Le montant de ces redevances est défini par délibération du Conseil municipal en fonction du type de vérification : Diagnostic et Contrôle de bon fonctionnement : 50€, Contrôle de conception de réalisation : 80 €

Le recouvrement de la redevance de l'assainissement non collectif est assuré par le trésor public l'année où est réalisé le contrôle. Les redevances du diagnostic, contrôle de conception et de réalisation sont à payer par le propriétaire. La redevance du contrôle de bon fonctionnement est à payer par l'occupant du bien.

ARTICLE 8 : SANCTIONS PÉNALES ET FINANCIÈRES

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un bien qui doit en être équipé ou son mauvais état de fonctionnement, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'Article L1331.8 du Code de la santé publique :

« Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au SPANC. Le montant peut être majoré dans une proportion fixée par le Conseil Communautaire dans la limite de 400 %. »

DROITS D'ACCÈS DES AGENTS DU SPANC

Pour mener à bien leur mission, les agents du SPANC sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées conformément à l'Article L.1331-11 du code de la Santé Publique.

Lors des visites les propriétaires doivent être présents ou être représentés et les installations doivent être accessibles. En cas de refus, « le propriétaire peut être astreint au paiement d'une pénalité financière au moins équivalente à la redevance qu'il aurait normalement due au SPANC. Le montant peut -être majoré dans une proportion fixée par le Conseil Communautaire dans la limite de 400 %. »

ARTICLE 9 : CLAUSES D'EXECUTION

Le Président de la Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse, le Maire de la Commune de Lourmarin et les agents du SPANC, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse dans sa séance du 22 mai 2025.

Le Président,

Gérard DAUDET